

Disparition d'Idriss Deby Itno : Quelles conséquences pour les engagements du Tchad dans les OP ? par Michel Luntumbue – Avril 2021

La disparition aussi soudaine qu'inattendue du président tchadien, le maréchal Idriss Déby Itno, le 20 avril 2021, a suscité la consternation, puis des commentaires unanimes sur le rôle essentiel du Tchad dans la lutte contre la menace djihadiste dans l'espace sahélien.

La participation déterminante des troupes tchadiennes dans la mission onusienne au Mali ou encore dans la force conjointe du G5-Sahel, ainsi que dans la force multinationale mixte (MNJTF) visant à endiguer la poussée de Boko Haram dans le pourtour du lac Tchad, ne sont plus à rappeler. Avec ses [1 456](#) hommes de troupe, l'armée Tchadienne fournit aux forces des Nations unies déployées au Mali, le second contingent en importance juste derrière la Guinée.

Exception de stabilité relative, dans un environnement régional troublé, le Tchad sous Idriss Déby, a su s'imposer comme un partenaire indispensable de la communauté internationale, grâce à son armée réputée la plus expérimentée pour contrer les menaces terroristes dans toute la bande sahélienne. Aussi, le décès du président Déby a soulevé la question de la pérennité d'une diplomatie sécuritaire singulière, couplée à des capacités de projection militaire sans égale dans la sous-région. Les interrogations ont également porté sur la viabilité de la transition mise en place autour de son fils Mahamat Idriss Deby et du Conseil Militaire de Transition (CMT). La question centrale, dans l'immédiat, est en effet de savoir si un leadership autre que celui du président Déby est en mesure d'assurer dans la durée, tant la cohésion nationale – et celle de l'armée – que cette capacité de projection du Tchad dans les missions onusiennes.

Les engagements onusiens du Tchad ont certes compté jusqu'ici avec la personnalité et le leadership particulier du défunt, mais les Nations unies dialoguent avec les États. Les leaderships passent, mais les États restent... ainsi que leurs engagements, bien entendu.

Les animateurs du CMT incarnent l'État tchadien, le temps que durera le consensus *a minima* sur lequel s'appuie la Communauté internationale – Union africaine en tête – dont l'attitude s'apparente à une reconnaissance tacite mais conditionnelle, de cette transition mise en place pour éviter le chaos dans le pays, mais au prix de quelques entorses constitutionnelles.

Dans ce contexte fragile, sur fond de crispations sociales, la position du Conseil de paix et sécurité de l'UA semble privilégier l'accompagnement de cette transition vers la restauration de l'ordre institutionnel dans les 18 mois, à l'issue d'un processus électoral transparent annoncé par la Charte de la Transition du CMT. En attendant, comme l'indiquent les hommages appuyés et la forte présence diplomatique aux funérailles du président Idriss Déby, les partenaires stratégiques du Tchad, bénéficiaires directs et immédiats des projections militaires du pays ne manqueront pas de peser, pour que l'État tchadien continue de tenir son rôle de puissance providentielle indispensable à la stabilisation au Sahel et dans le Bassin du Lac Tchad.

En définitive, l'interdépendance sécuritaire dans la sous-région et la continuité de l'État plaident pour le respect de ses engagements internationaux par le Tchad.

***Michel Luntumbue** est chargé de recherche au GRIP et assure la coordination scientifique de l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix.*